



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique de l'éducation

Question au Gouvernement n° 2515

Texte de la question

## REFONDATION DE L'ÉCOLE

**M. le président.** La parole est à M. Patrick Bloche, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

**M. Patrick Bloche.** Depuis les trois jours qui ébranlèrent et la France et le monde, l'école se trouve à l'avant-garde du sursaut républicain né le 11 janvier, même s'il ne s'agit pas de lui demander de résoudre tous les maux de notre société. Nous ne saurions oublier que l'accès de tous à la culture, la mobilisation du mouvement associatif, notamment sportif, et la présence des acteurs de l'éducation populaire dans nos territoires sont autant de vecteurs d'apprentissage du vivre ensemble, de ce que « faire société » veut dire.

Il reste que l'éducation nationale a une responsabilité première, le caractère central de la transmission des savoirs ayant été tout particulièrement rappelé hier lors de la commémoration de la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau.

C'est précisément pour cette raison qu'en 2013 a été votée une grande loi de refondation de l'école de la République, que, cette année, l'éducation devient le premier budget de la Nation et que l'objectif du recrutement de 60 000 enseignants a, malgré les contraintes, été maintenu. Les professeurs, qui doivent retrouver autorité et considération, bénéficient à nouveau d'une formation, la semaine de quatre jours et demi a été rétablie pour faciliter l'apprentissage des connaissances et l'enseignement moral et civique est programmé dès la rentrée prochaine.

Or, les défis à relever dans la période nouvelle qui s'ouvre apparaissent si considérables que le Président de la République a ressenti la nécessité de lancer l'acte II de la refondation de l'école.

Vous venez d'annoncer, madame la ministre de l'éducation nationale, un plan visant à mettre la laïcité et la transmission des valeurs républicaines au cœur de l'école, à développer la citoyenneté et la culture de l'engagement, mais aussi à favoriser la mixité sociale dans les établissements, car il serait vain de vouloir renforcer le sentiment d'appartenance nationale sans combattre d'abord les inégalités scolaires.

Aussi, quelles seront les étapes de la mise en œuvre de ces mesures ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

**M. le président.** La parole est à Mme la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

**Mme Najat Vallaud-Belkacem**, *ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.* Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, monsieur le député Patrick Bloche, face

aux meurtriers attentats de Paris, il était indispensable de renforcer notre sécurité, notre protection et l'efficacité de notre justice – tout cela a été dit.

Mais nous savons tous qu'à terme, la meilleure arme que nous puissions avoir contre les ennemis des libertés, c'est l'éducation, parce que c'est dans le vide de la pensée que s'installe le mal et parce que c'est dans nos écoles gratuites, laïques et obligatoires qu'une génération entière se côtoie et apprend à se connaître et à dépasser ses peurs et ses différences.

C'est bien pour cela que nous nous posons aujourd'hui la question de savoir à quel point l'école remplit ces missions. Au quotidien, des centaines de milliers d'enseignants s'y dévouent, mais les incidents qui ont suivi les attentats ont révélé la grande vulnérabilité de l'institution scolaire face à des défis majeurs et nouveaux : le relativisme des enfants, la perte de repères, le repli communautaire et le sentiment d'exclusion.

C'est face à chacun de ces défis que nous avons voulu commencer à apporter des premières réponses, la semaine dernière. Elles ne sont pas exhaustives et, je le redis, des assises sont lancées sur tout le territoire pendant trois mois pour que chacun puisse contribuer à répondre à la question de savoir comment mieux éduquer nos enfants.

Mais nous savons bien qu'il faut, sans plus attendre, mieux épauler nos enseignants et c'est précisément pourquoi 1 000 formateurs seront déployés sur tout le territoire pour assurer une formation continue sur la laïcité, la citoyenneté et l'éducation aux médias, qui sont autant de sujets essentiels.

Nous savons, nous, qu'il faut mieux soutenir l'autorité des enseignants et c'est là l'objet des instructions qui ont été transmises aux chefs d'établissement afin que plus aucun incident ne soit banalisé ou sous-estimé.

Nous savons, nous, qu'il faut mieux faire adhérer les élèves à notre conception des valeurs républicaines et c'est la raison pour laquelle nous voulons renforcer l'apprentissage du français comme un fondamental, ainsi que l'apprentissage de l'esprit critique dont ils ont tant besoin dans ce monde.

Nous savons enfin qu'il faut mieux permettre aux partenaires de l'éducation d'aider l'école et c'est la raison pour laquelle nous l'ouvrons aux parents et créons une réserve citoyenne. Voilà. Continuons ensemble.  
*(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

## Données clés

**Auteur :** [M. Patrick Bloche](#)

**Circonscription :** Paris (7<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 2515

**Rubrique :** Enseignement

**Ministère interrogé :** Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

**Ministère attributaire :** Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [29 janvier 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [29 janvier 2015](#)